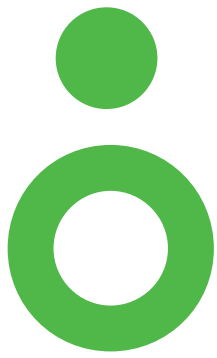


# GÉNÉRATION NUTRITION

.....

POURQUOI LA FRANCE  
DOIT-ELLE INVESTIR DANS LA LUTTE  
CONTRE LA SOUS-NUTRITION ?





# LUTTER CONTRE LA SOUS-NUTRITION RAPPORTE : POURQUOI LA FRANCE N'AGIT-ELLE PAS ?

La sous-nutrition touche 1 enfant sur 10 dans le monde et est responsable de 3 millions de décès par an. Malgré l'ampleur du problème, les conséquences humaines de la sous-nutrition ne suffisent malheureusement pas à convaincre d'investir dans la lutte contre ce fléau. Les réductions consécutives du budget de l'Aide Publique au Développement (APD) française (**moins 20% depuis 2010**) et la nouvelle baisse de 2.79% pour 2015<sup>1</sup> appellent à maximiser l'impact de chaque euro investi. De nombreux économistes et scientifiques ont mis en évidence l'effet négatif de la sous-nutrition sur le développement et démontré la rentabilité des investissements pour la nutrition.

Certes, l'aide française à la nutrition croît depuis 2010, mais les engagements financiers restent très faibles avec **23 millions d'euros d'aide à la nutrition en 2013, soit seulement 0,47% de l'APD française**.<sup>2</sup>

Par ailleurs, l'aide alimentaire concentre 75% de l'aide française à la nutrition, négligeant ainsi d'autres interventions ayant prouvé leur efficacité. Ceci met en évidence une prise en compte très limitée de l'approche multisectorielle. Seul le secteur de la santé fait exception, puisqu'il bénéficie des fonds de l'initiative Muskoka (2010-2015).

Enfin, la redevabilité de l'aide française en faveur de la nutrition demeure insuffisante. L'indicateur nutrition prévu dans loi d'orientation sur le développement et la solidarité internationale (LOP DSI)<sup>3</sup> n'est pas renseigné ; le reporting dans la base OCDE n'est pas adéquat ; des projets sont rejetés par manque d'information. Ces insuffisances dans la redevabilité s'élèvent à 35,62 millions d'euros en 2013, soit 1,5 fois le montant de l'APD française dédiée à la nutrition.

Le gouvernement français a l'ambition de faire de la sous-nutrition « *une des priorités de la politique de développement et de solidarité internationale* » selon la LOP DSI de juillet 2014. 14 des 16 pays prioritaires de l'aide française ont fait de la nutrition une priorité en adhérant au mouvement SUN<sup>4</sup>. Pourtant, la France n'a pris aucun engagement financier et ne s'est jusqu'à présent pas dotée d'un plan d'action qui concrétiserait sa stratégie en matière de lutte contre la sous-nutrition.

**Génération Nutrition demande à la France d'aligner sa politique de développement à cette priorité en investissant dans la lutte contre la sous-nutrition, comme d'autres bailleurs de fonds l'ont fait.** La France doit se fixer une cible financière de 500 millions d'euros de 2016 à 2020.

« ... il ne faut pas oublier l'essentiel, c'est-à-dire notre soutien aux populations qui en ont le plus besoin. Pour être le plus utile auprès des pays que nous aidons, la France se devait de mettre de l'ordre dans sa politique de développement, de réaffirmer ses objectifs, d'identifier des priorités, de rationaliser certains dispositifs. C'est ce que propose ce projet de loi<sup>3</sup>. **JE SUIS CONVAINCUE QUE NOUS POUVONS FAIRE MIEUX AVEC MOINS D'ARGENT.** »

Annick Girardin, Secrétaire d'Etat  
au développement et à la francophonie

**-20%**  
D'APD  
FRANÇAISE  
DEPUIS 2010





# POURQUOI FAIRE DE LA NUTRITION UNE PRIORITÉ DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

En portant préjudice au capital humain, la sous-nutrition entrave le développement des pays en freinant leur croissance économique, ce qui affecte en retour la situation nutritionnelle des populations. Ces évidences, produites par des économistes, devraient être connues de tous les spécialistes du développement. **La France a reconnu que le cycle de la pauvreté et de la sous-nutrition est intergénérationnel : elle doit maintenant participer à le briser.**

« La malnutrition « se transmet » d'une génération à l'autre.  
**À L'ÉCHELLE DES SOCIÉTÉS, LA SOUS-NUTRITION CONSTITUE UN OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT. »**

Document d'Orientation Stratégique  
« Nutrition dans les pays en développement »,  
MAEDI

## → LA NUTRITION EST UN CERCLE VERTUEUX

Investir dans la nutrition pendant la fenêtre des 1000 jours, période entre la conception et les deux premières années de l'enfant, permet d'éviter que la sous-nutrition ne provoque des dommages irréversibles sur le développement cognitif, intellectuel et physique, puisque à cet âge le développement du cerveau et du système nerveux est largement avancé.

« S'assurer qu'un enfant reçoit une alimentation adéquate durant ses mille premiers jours est bénéfique à toute son existence :  
**UN ENFANT BIEN NOURRI RÉUSSIRA MIEUX À L'ÉCOLE, COMBATTRA PLUS FACILEMENT LES MALADIES ET GAGNERA MÊME MIEUX SA VIE LORSQU'IL SERA ADULTE. »**

Rajiv Shah,  
administrateur USAID, mai 2012<sup>5</sup>

### DE NOMBREUSES PREUVES MONTRENT LES BÉNÉFICES DE L'ÉRADICATION DE LA SOUS-NUTRITION INFANTILE :

- Les mères ne souffrant pas de sous-nutrition chronique ont **3 fois moins de risques** de donner naissance à un enfant qui souffrira de sous-nutrition avant d'avoir atteint l'âge de 2 ans.<sup>6</sup>
- Un gain de 1% de taille génère en moyenne **un gain de 2.4% de revenus**.<sup>7</sup>
- Amélioration** d'un an au moins du niveau d'études.
- Il est **33% plus probable** pour les enfants bien nourris d'échapper à la sous-nutrition une fois adultes<sup>8</sup>.
- Les adultes n'ayant pas souffert de sous-nutrition enfants ont un **revenu supérieur de presque 20%** et une **consommation domestique 66% plus importante**.<sup>10</sup>
- Permettre aux femmes **d'augmenter de 10% la probabilité d'avoir leur propre entreprise**.<sup>11</sup>



## → LA SOUS-NUTRITION EST UN FREIN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Consensus de Copenhague – initiative lancée en 2012 et rassemblant un groupe d'experts autour de quatre Prix Nobel d'économie – estime que les améliorations en termes de nutrition ont élevé le PIB mondial de 8% en moyenne au cours du siècle<sup>12</sup>. **Malgré ces améliorations, encore beaucoup de pays doivent à la sous-nutrition des pertes significatives de PIB.**

**L'ASIE ET L'AFRIQUE PERDENT CHAQUE ANNÉE 11% DE LEUR PIB<sup>10</sup>.**

L'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda, pays d'intervention de l'AFD, perdent respectivement 16,5%, 11,5% et 5,6% de leur PIB annuellement<sup>13</sup>.

À l'échelle des pays, la sous-nutrition affecte durablement le capital humain et freine le développement économique. L'étude *The Cost of Hunger in Africa*<sup>13</sup> met en évidence les conséquences irréversibles de la sous-nutrition sur la main d'œuvre. Beaucoup d'enfants souffrant de sous-nutrition n'atteindront pas l'âge adulte, ce qui prive les pays de main d'œuvre potentielle, et ceux qui y survivent seront beaucoup moins productifs une fois entrés dans la vie active.

### ETHIOPIE

En 2009, la mortalité infantile due à la sous-nutrition a réduit de 8% la main d'œuvre. De plus, la prévalence de la sous-nutrition pendant l'enfance parmi la main d'œuvre exerçant des activités manuelles a engendré une perte de 3,8% du PIB.

### RWANDA

En 2012, 922 millions d'heures travaillées ont été perdues à cause de la mortalité liée à la sous-nutrition parmi les personnes ayant pu constituer de la main d'œuvre, ce qui équivalait à 7,1% du PIB du pays.

## → LA LUTTE CONTRE LA SOUS-NUTRITION EST UN INVESTISSEMENT, PAS UNE DÉPENSE !

La nutrition est l'un des investissements au rapport coûts-bénéfices le plus élevé en matière de lutte contre la pauvreté. Les experts du Consensus de Copenhague font ce même constat depuis 2004.

### EXEMPLES

**SRI LANKA** : 1\$ investi rapporte 56\$

**INDONÉSIE** : 1\$ investi rapporte 48\$

**PHILIPPINES** : 1\$ investi rapporte 44\$

**SÉNÉGAL** : 1\$ investi rapporte 20\$

**GHANA** : 1\$ investi rapporte 17\$

**TCHAD** : 1\$ investi rapporte 15\$

Investir dans la lutte contre la sous-nutrition chronique est rentable et sûr. Même avec le scénario le plus prudent, le Groupe d'Experts Indépendants du Global Nutrition Report de 2014 a établi que le ratio coûts-bénéfices de l'investissement dans la lutte contre la sous-nutrition chronique est toujours positif.

La Banque Mondiale a calculé le coût des dix interventions-clefs du Lancet et a révélé qu'elles ont toutes un retour sur investissement positif<sup>14</sup>, particulièrement pendant les 1000 premiers jours. C'est pourquoi la plupart des stratégies nutrition des principaux bailleurs mettent l'accent sur cette fenêtre. Si les 10 interventions étaient mises en place pour couvrir 90% de la population dans 34 pays où la sous nutrition est importante, cela pourrait réduire de 20% la sous-nutrition chronique et de 60% la sous-nutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans.<sup>15</sup>

« L'étude « *The Cost of Hunger in Africa* » a confirmé l'ampleur des CONSÉQUENCES DE LA MALNUTRITION INFANTILE SUR LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET L'ÉCONOMIE NATIONALE [...] au [Malawi] les pertes économiques liées à la sous-nutrition sont énormes, les plus importantes étant le coût des pertes de productivité potentielle. »

Le Ministre des Finances Goodall E. Gondwe, Malawi, *The Cost of Hunger in Malawi*

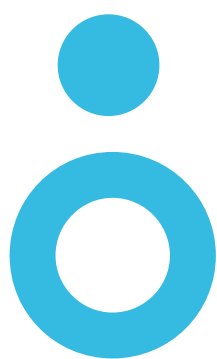


© Time Frank, ACF USA - Soudan

**1€**  
INVESTI  
RAPPORTE  
EN MOYENNE  
**16 FOIS  
PLUS<sup>6</sup>**

« AUCUNE AUTRE TECHNOLOGIE N'OFFRE AUJOURD'HUI UNE TELLE POSSIBILITÉ D'AMÉLIORER LA VIE ET D'ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT à un aussi faible coût, et dans un laps de temps si court. »

La Banque Mondiale, au sujet du contrôle des déficits en vitamines et minéraux<sup>16</sup>



# INVESTIR DANS LA NUTRITION : ILS ONT CHOISI DE LE FAIRE !



## LES PAYS TOUCHÉS S'ENGAGENT DANS LA LUTTE CONTRE LA SOUS-NUTRITION

De nombreux pays affectés par la sous-nutrition en ont fait une priorité. Le mouvement SUN, déjà rejoint par 55 pays dont 27 des 33 « pays les plus touchés par la sous-nutrition chronique », traduit cet engagement.

### EN ETHIOPIE

Le gouvernement s'est engagé à allouer **15 millions de dollars supplémentaires par an pour la nutrition jusqu'en 2020**.<sup>18</sup>

### EN TANZANIE

Le ministre des Finances a intégré au niveau des autorités locales et nationales la **planification et la budgétisation pour la nutrition**.<sup>19</sup>

La mobilisation s'est organisée au plus haut niveau des Etats. Au Sénégal ou encore en Mauritanie, ce sont respectivement le Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques et du Développement eux-mêmes qui ont rédigé les lettres d'engagement de leur pays dans le mouvement.<sup>17</sup> Tous les pays SUN ont ou sont en train d'établir des plateformes multi-acteurs.

Les ministres des finances sont en première ligne. Le rapport du mouvement SUN de l'année 2014 montrait que 12 pays ont établi des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition, et plusieurs ont augmenté les ressources nationales pour ce secteur.

« Le Gouvernement du Népal est engagé au plus haut niveau pour L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS ET DES FEMMES QUI SONT LE SOCLE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE FUTURE ET EN GÉNÉRAL, DU DÉVELOPPEMENT. [...] Des progrès substantiels et durables peuvent s'accomplir dans ce domaine si nous mettons en place un partenariat mondial consolidé »

*Premier Ministre du Népal, Baburam Bhattarai, Membre du Groupe principal du mouvement SUN (Septembre 2012)*

« NOUS DEVONS CONSACRER LES RESSOURCES ADÉQUATES AUX INTERVENTIONS POUR LA NUTRITION. Le Gouvernement renforcera également les capacités humaines et institutionnelles pour UNE VÉRITABLE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES DE NUTRITION. »

*Le Ministre des Finances Goodall E. Gondwe, Malawi, The Cost of Hunger in Malawi*



## LES BAILLEURS DE FONDS PRIORISENT LA NUTRITION

De nombreux bailleurs de fonds ont reconnu l'efficacité et la rentabilité de la lutte contre la sous-nutrition et son grand potentiel pour lutter contre la pauvreté. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Canada sont les principaux financeurs du secteur nutritionnel à travers leur APD. Par ailleurs, l'Union Européenne et la Banque Mondiale réalisent des investissements importants.

### LA VOIE CHOISIE PAR LA BANQUE MONDIALE

Dès 2006 la **Banque Mondiale** (BM) considérait la nutrition comme prioritaire pour réaliser son mandat – favoriser le développement économique à long terme et réduire la pauvreté – et le justifiait par l'important retour sur investissement des interventions nutritionnelles en termes de gains de productivité, de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Dans son document de 2006 *Repositioning Nutrition as Central to Development*<sup>20</sup>, la BM plaide pour une meilleure intégration de la nutrition sur la scène internationale. Ce document demande d'approfondir la recherche sur les liens entre agriculture, protection sociale, santé et nutrition.

Le document de positionnement de 2012 de la plateforme Secure nutrition « *Improving nutrition Through Multisectoral Approaches* » est le document de stratégie de référence de la BM. L'objectif global consiste à promouvoir une approche multisectorielle de la nutrition au sein de ses programmes à travers trois secteurs : l'agriculture et le développement rural, la santé et la protection sociale. Il développe certaines des interventions à prendre en compte, propose une liste d'indicateurs et identifie les besoins non couverts de recherche par secteur.

La nutrition est également présente dans les documents sectoriels de la BM. Le plan d'action agricole (2013-2015) considère **la nutrition comme un des sept sujets prioritaires** et fait de l'augmentation du pourcentage de **projets agricoles ayant un focus explicite sur la nutrition un de ses objectifs-clefs** de réussite. La stratégie santé de 2007 proposait déjà une approche liant directement amélioration de l'état de santé et amélioration de la nutrition.

## FOCUS

## TOUS CES BAILLEURS ONT PRIS DES ENGAGEMENTS FINANCIERS, notamment à l'occasion du sommet Nutrition pour la croissance de Londres en 2013.

<b>BANQUE MONDIALE</b> "Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches", 2013	2013 - 2014	→ Engagement pour <b>une augmentation de 50%</b> de son support analytique et technique aux pays avec les plus forts taux de malnutrition → Engagement à <b>tripler le financement</b> des programmes nutritionnels visant les mères et les jeunes enfants entre 2013 et 2014
<b>UE</b> "Commission Staff Working Document - Action Plan on Nutrition", 2014	2014 - 2020	→ <b>400 millions d'euros</b> pour les interventions directes → <b>3,42 milliards d'euros</b> pour les interventions indirectes
<b>DFID</b> "DFID's Contribution to Improving Nutrition", 2014	2013 - 2020	→ <b>572 millions de dollars</b> supplémentaires pour les interventions directes → <b>4,032 milliards de dollars</b> pour les interventions indirectes
<b>USAID</b> "Multi-Sectoral Nutrition Strategy 2014-2025", 2014	2012 - 2014	→ <b>1,096 milliard de dollars</b> pour les interventions directes → <b>8,919 milliards de dollars</b> pour les interventions indirectes
<b>CANADA</b>	JUIN 2013	→ <b>145 millions de dollars</b> investis dans des initiatives prévues visant à aider les pays à intégrer correctement la nutrition dans leurs programmes
<b>IRLANDE</b>	2012 2013 - 2020	→ <b>10% de l'APD</b> allouée à la lutte contre la sous-nutrition → S'engage à doubler le financement de la nutrition ( <b>130 millions d'euros supplémentaires</b> )

→ **FRANCE : AUCUN ENGAGEMENT FINANCIER**

### Comment ces bailleurs ont-ils donné une place prioritaire à la sous-nutrition dans leurs stratégies ?

- **En fixant une cible financière**, comme le montre le tableau ci-dessus.
- **Avec une stratégie à dimension multisectorielle.** 20% des investissements de DFID ont été réalisés dans le secteur de l'aide alimentaire et sécurité alimentaire et 44% en santé<sup>21</sup>. L'agriculture, la santé, le genre et l'Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) font partie intégrante de la stratégie d'USAID et sont considérés dans les sous-objectifs et les indicateurs proposés. L'Irlande encourage, via son plaidoyer, une approche multi-secteurs (EAH, santé, protection sociale, agriculture et éducation) de la lutte contre la sous-nutrition. Tous les bailleurs ayant choisi la voie de la sous-nutrition prennent en compte un volet agricole sensible à la nutrition.
- **Avec une réflexion sur le ciblage.** La plupart des stratégies nutritionnelles sont centrées sur les 1000 jours, les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans. La Banque Mondiale a développé une méthodologie dans son document de stratégie publié en janvier 2013<sup>22</sup> pour guider ses chargés de programmes dans la prise en considération des populations les plus touchées par la sous-nutrition.
- **En priorisant la recherche pour réviser leurs stratégies en fonction des nouvelles données scientifiques sur la nutrition.** Les stratégies sont soutenues par un financement de la recherche et une capitalisation des initiatives préexistantes. La Banque Mondiale, USAID et DFID orientent leur recherche sur les interventions ayant le plus d'impact nutritionnel.
- **En se dotant de plans d'action.** Celui de l'UE (2014) propose en annexe un agenda opérationnel pour la mise en œuvre de sa stratégie. Les délégations décriront dans des fiches pays la façon dont l'UE atteindra ses objectifs en matière de réduction de la malnutrition, à travers quels secteurs et interventions.



© Sanjit Das/Panos-Népal

« Jamais auparavant tant de dirigeants d'autant de pays et domaines différents ont accepté de travailler ensemble pour améliorer la nutrition [...]

**LE MOUVEMENT SUN NOUS DONNE À TOUS, ET Y COMPRIS À L'ONU, UNE OCCASION DE SOUTENIR LES PAYS DANS LEURS EFFORTS POUR ÉRADIQUER LA FAIM ET LA MALNUTRITION. »**

Ministre des Finances du Nigeria, Dr. Ngozi Okonjo-Iweala



© ACF, Christina Lionnet - Kenya

## RECOMMANDATIONS

De nombreuses preuves produites par des économistes et des scientifiques montrent les bénéfices de l'éradication de la sous-nutrition infantile. La nutrition est l'un des investissements au rapport coûts-bénéfices le plus élevé en matière de lutte contre la pauvreté. Les pays les plus touchés l'ont compris et ont pris des engagements dans la lutte contre ce fléau.

**Il est incompréhensible que la France n'y consacre que 0.47% de son aide bilatérale<sup>2</sup>.**

Les organisations de Génération Nutrition demandent à la France de se fixer une cible financière de 500 millions d'euros de 2016 à 2020 afin de rattraper son retard dans la lutte contre la sous-nutrition<sup>23</sup>. Un engagement financier ambitieux à la hauteur des besoins et de la priorité fixée dans la LOP DSI doit être pris.

### POUR CELA, LA FRANCE DOIT :

- **Se doter d'une stratégie d'intégration de la nutrition aux secteurs-clefs** : santé, sécurité alimentaire et agriculture, eau-assainissement-hygiène, lutte contre le changement climatique, genre.
- **Faire progresser ses investissements** dans chacun de ces secteurs jusqu'à 2020 pour qu'ils contribuent de manière significative à l'atteinte de l'objectif de 500 millions d'euros.
- **Améliorer la redevabilité** pour permettre de comptabiliser les interventions menées, y compris la recherche et la formation.
- **Se donner les moyens d'évaluer les impacts de ses interventions** afin d'être en mesure de repérer les impacts négatifs et de prioriser les plus efficaces.

1. Coordination Sud, « Aide Publique au Développement - Projet de loi de finances 2015 », 2015
2. Selon une estimation d'Action contre la Faim en juin 2015
3. LOI n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale
4. Le SUN a pour but d'éliminer toutes les formes de malnutrition. Il réunit les gouvernements, la société civile, les Nations Unies, les donateurs, les entreprises et les scientifiques pour une action collective visant l'amélioration de la nutrition et le renforcement des engagements politiques et de la redevabilité.
5. Rapport d'avancement du mouvement SUN 2011-2012
6. Haddad, L. « Child Growth = Sustainable Economic Growth: Why we should invest in Nutrition », IDS & CIFF, mai 2013
7. Hoddinott et al., « The Economic Rationale for Investing in Stunting reduction », Maternal and Child Nutrition, septembre 2013
8. Global Nutrition Report, 2014
9. Global Index 2013, P. 19
10. Horton, S. et Hoddinott, J. « Food Security and Nutrition – Perspective Paper ». Copenhagen Consensus Centre, novembre 2014
11. Haddad, L. « Ending Undernutrition: Our Legacy to the Post 2015 Generation », IDS & CIFF, mai 2013
12. Copenhagen Consensus on Human Challenges to Nutrition Index (2011)
13. The Cost of Hunger in Africa, UNECA, 2014
14. Banque Mondiale, « Scaling Up Nutrition, What Will It Cost? », 2010
15. Lancet Series, 2013
16. UNICEF, The Micronutrient Initiative. Vitamin and Mineral Deficiency – A Global Progress report.
17. <http://bit.ly/1JChL5>
18. <http://bit.ly/1Hhxl0c>
19. SUN overview Presentation, <http://bit.ly/1JCh9HO>
20. Banque Mondiale, « Repositioning Nutrition as Central to Development », 2006
21. Revue de la stratégie de DFID par l'ICAI, 2014
22. Banque Mondiale, « Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches », page 82
23. <http://bit.ly/1c9RzMM>

LA SOUS-NUTRITION, SOUS SES DIVERSES FORMES, EST UN ENJEU SANITAIRE ET DE DÉVELOPPEMENT MAJEUR, EN CAUSE DANS 45% DES DÉCÈS D'ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS. PARCE QUE SES CAUSES SONT MULTIPLES, 8 ONG FRANÇAISES, SPÉCIALISTES DE DIVERS DOMAINES DE L'HUMANITAIRE ET DU DÉVELOPPEMENT ONT CHOISI D'ÊTRE PARTENAIRES DE LA CAMPAGNE.

Il y a un an, Génération Nutrition publiait « *La nutrition l'affaire de tous* », proposant des solutions pour l'adoption d'une approche multisectorielle dans la lutte contre la sous-nutrition. Le positionnement de cette maladie au carrefour de diverses problématiques (santé, sécurité alimentaire, eau-assainissement-hygiène, genre et changement climatique) contraint en effet à s'attaquer conjointement à ses différents facteurs et causes sous-jacentes pour la combattre efficacement.

De nombreuses preuves produites par des économistes et des scientifiques montrent la rentabilité des investissements pour la nutrition. Avec cette nouvelle publication, les partenaires de Génération Nutrition rassemblent les évidences. **La lutte contre la sous-nutrition est un investissement, pas une dépense.**

#### Partenaires



**ACF** : Anne-Solenne Le Danvic - [aledanvic@actioncontrelafaim.org](mailto:aledanvic@actioncontrelafaim.org) - 01 70 84 73 80

**AMREF** : Silvia Tolve - [s.tolve@amref.fr](mailto:s.tolve@amref.fr) - 01 71 19 75 34

**CARE** : Fanny Petitbon - [petitbon@carefrance.org](mailto:petitbon@carefrance.org) - 01 53 19 89 83

**Coalition Eau** : Sandra Metayer - [sandra.metayer@coalition-eau.org](mailto:sandra.metayer@coalition-eau.org) - 01 41 58 52 77

**Global Health Advocates (GHA)** : Bruno Rivalan - [brivalan@ghadvocates.org](mailto:brivalan@ghadvocates.org)

**PU-AMI** : Claire Labat - [clabat@pu-ami.org](mailto:clabat@pu-ami.org) - 01 80 88 72 64

**Secours Islamique France** : Michael Siegel - [siegel@secours-islamique.org](mailto:siegel@secours-islamique.org) - 01 70 56 51 31

**Solidarités International** : Cédric Fioekou - [cfoekou@solidarites.org](mailto:cfoekou@solidarites.org) - 01 76 21 86 53

**GÉNÉRATI•N  
NUTRITION**

[www.generation-nutrition.fr](http://www.generation-nutrition.fr)